



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

104-105 | 2006

Anthropologie et Histoire face aux légitimations politiques

---

# Paradoxes des légitimations : entre constance et inconstance

Marie-Pierre Ballarin, Alain Forest et Monique Selim

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/383>

ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 9-16

ISSN : 1156-0428

### Référence électronique

Marie-Pierre Ballarin, Alain Forest et Monique Selim, « Paradoxes des légitimations : entre constance et inconstance », *Journal des anthropologues* [En ligne], 104-105 | 2006, mis en ligne le 01 juin 2007, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/383>

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Journal des anthropologues

---

# Paradoxes des légitimations : entre constance et inconstance

Marie-Pierre Ballarin, Alain Forest et Monique Selim

---

- <sup>1</sup> Si l'ensemble des disciplines de sciences sociales se prêtent aisément à des usages politiques les plus variés, chacune offre à l'observation des modalités spécifiques d'instrumentalisation liées à la nature de l'objet scientifique lui-même et aux méthodologies qui en découlent. En proposant un dossier interactif entre anthropologie et histoire<sup>1</sup>, le *Journal des anthropologues* entend contribuer à une réflexivité de plus en plus nécessaire dans un contexte de globalisation qui fait du débat et de la contestation un outil central de légitimation politique. Sous cet angle, comparer l'anthropologie et l'histoire à partir du riche éventail des situations politiques, historiques et culturelles qui se voient ici réunies est un exercice à la fois simple et ardu. Simple, tout d'abord parce que les données rassemblées viennent nourrir la connaissance et l'approfondissement de logiques générales bien repérées dans les configurations contemporaines. Ainsi la sollicitation de l'histoire ne cesse de hanter l'autorité qu'elle soit démocratique ou dictatoriale, microlocale, nationale ou globale, et ce dans toutes les sociétés proches et lointaines, industrialisées ou non, présentant des profils religieux les plus diversifiés. Discipline par excellence de reconstruction de l'origine et de réinvention des normes du passé, l'histoire se voit offerte en otage à tous les États, comme susceptible d'être asservie à des objectifs les plus discordants selon les enjeux du moment. La polémique qui a suivi en France en 2005 la promulgation d'une loi de réhabilitation de la colonisation dans l'enseignement de l'histoire illustre à plus d'un titre cette dimension essentielle. En effet, cette révision positive de la colonisation, comme source de bienfait, est intervenue précisément dans une période d'intense « repentance » pour les « crimes » (Algérie, Sénégal, etc.) dont l'entreprise civilisatrice française s'était rendue « coupable » selon les termes employés. Cette contradiction apparente se révèle en fait constitutive de la matrice de légitimation qui est en œuvre dans une perspective globalisée où la colonisation est une pièce maîtresse de l'idéologie globale : elle doit être en effet autant réfutée que reconnue, l'antithétisme des positions intellectuelles participant d'une même aventure d'hégématisation du capitalisme comme slogan de libéralisation tous azimuts de l'individu. De ce point de vue les États d'Asie centrale, poursuivant avec un

acharnement remarquable l'ex-URSS pour la continuité de sa domination coloniale avec la Russie, sont exemplaires autant de l'importance décisive aujourd'hui de la question coloniale, que de la souplesse des historiens, dans ce cas précis infatigables petits travailleurs sous-payés de l'idéologie.

- 2 Cette flexibilité intrinsèque de l'histoire – évidente aussi dans le traitement historique en France du communisme – se focalise donc, aujourd'hui principalement et un peu partout, sur l'épopée coloniale comme moment fondateur en terme de rupture et par là même de nouvelle source d'assignation identitaire. Face à ce constat on peut faire la première hypothèse que l'édification coloniale fonctionne comme paradigme de la domination et qu'en conséquence sa résonance actuelle puise dans l'unicité de la dominance que projette dans l'imaginaire la globalisation économique et politique. À un autre niveau, le reformatage du passé sur le « modèle colonial », en permettant d'asseoir l'antériorité d'une authenticité pure, est une opération notable de légitimation des nouvelles formes de « gouvernance despotique », comme le montre en particulier le cas de l'Ouzbékistan où l'État s'est lancé dans de grands travaux idéologiques, mimétiques de ceux de l'époque soviétique et impliquant toutes les sciences sociales sous l'égide de l'histoire depuis l'archéologie, l'ethnographie, la politologie, jusqu'à la philosophie.
- 3 En regard de l'histoire, dont la « mobilité » serait ainsi en quelque sorte infinie – puisque, toujours en Ouzbékistan par exemple, elle se doit de traiter des Ouzbeks depuis la préhistoire jusqu'à nos jours – les rôles politiques de l'ethnologie – issue de la colonisation – paraissent plus se cristalliser autour de la fixation d'un paysage originel dont les traits doivent être gravés de façon définitive : dans cette optique la discipline ethnographique fournit l'essence qui découle de l'origine, les armatures de l'appartenance étant par définition mobilisables pour l'avenir. Se dessine là une complémentarité sensible des deux disciplines – ethnologie et histoire – dans les processus de légitimation de la domination, la soumission n'atteignant son efficacité que par le détour d'une incorporation active par les sujets de leur origine, et par la même de leur destinée figée dans leur passé. Une telle concordance bien connue a été largement exploitée par le nazisme et a fait l'objet d'analyses spécifiques qui se révèlent particulièrement pertinentes dans la période actuelle où des États, tel l'Ouzbékistan, assoient de surcroît leur dictature sur une alliance à la lutte antiterroriste mondiale.
- 4 Ce volume est donc tout à la fois une réflexion sur les disciplines de l'anthropologie et de l'histoire face aux légitimations politiques, mais aussi l'illustration de processus concrets de légitimation dans les formations sociales.
- 5 Loin d'être subalterne, de l'ordre de représentations superstructurelles vouées à assurer la reproduction de la domination d'un groupe humain sur un autre, la légitimité définit les contours d'une société comme elle distingue le pouvoir politique d'un « pouvoir brut »<sup>2</sup>, et se trouve ainsi au cœur des processus de formation puis de constante recomposition et redéfinition de sociétés, notamment depuis le choc des colonisations jusqu'aux ébranlements contemporains de la mondialisation. Si la dimension politique intrinsèque de toute société fait aujourd'hui l'objet d'occultations systématiques, elle demeure en effet centrale.
- 6 Dans ce cadre, la légitimité est comme obligée de se prouver à tout instant. Le défaut de discours, de représentations, d'instances et de structures légitimatrices qui soient reconnues par l'ensemble d'une société se traduit par une véritable surproduction de tentatives de légitimation. Détenteurs fragiles de pouvoirs d'États eux-mêmes fragiles, les

hommes politiques sont en permanence contraints à une telle surproduction, de même que les différents secteurs d'une société qui transcrivent ainsi politiquement des aspirations et revendications négligées – ou ressenties comme telles – par les appareils et institutions officiels.

- 7 Ce numéro rassemble des exemples de cette quête de légitimation, sans formalisation extrême mais autour d'un objectif commun : repenser l'émergence des configurations politiques actuelles et les processus de légitimation dans leur rapport avec le social, l'économique, le juridique, le religieux en mettant l'accent sur la vision du monde par la société elle-même et en particulier sur la façon dont elle se représente sa propre histoire.
- 8 Il est d'usage de placer une collaboration interdisciplinaire sous le signe d'une nécessaire complémentarité des approches et des méthodes : mise en perspective historique permettant une analyse des liens profonds avec le passé comme des processus de sa permanente reconstruction, d'une part, regard anthropologique porté sur le poids du présent social et la complexité des ressorts et des implications à l'œuvre dans le travail de légitimation, d'autre part ; recours et interprétation critique de sources écrites, d'une part, d'enquêtes, d'autre part...
- 9 Dans l'ensemble, beaucoup d'auteurs s'interrogent sur le long terme contribuant ainsi à la compréhension des continuités et récurrences, sans pour autant négliger les fractures et transformations identifiables. Ces regards peuvent constituer un outil méthodologique essentiel surtout lorsque les archives et l'ethnographie sont bien dans une relation de complémentarité. D'autres ont fait le choix de ne pas s'inscrire dans cette longue durée pour se concentrer sur l'événement et réfléchir à l'usage de leur discipline par les acteurs sociaux dans les strates institutionnelles, politiques et sociales. Mais la prise en compte du caractère fondamentalement dynamique de ces phénomènes est sans doute la principale motivation des contributions de ce numéro, et la principale justification d'une collaboration entre historiens et anthropologues.
- 10 En tout cas, les analyses ici présentées montrent assez que les frontières entre les deux disciplines et les contributions des unes ou des autres ne sont pas toujours clairement établies, qu'il est sans doute souhaitable, dans le cas présent, qu'elles ne le soient pas à condition toutefois que les chercheurs s'astreignent eux-mêmes à l'exercice d'une réelle bidisciplinarité.
- 11 La légitimité du politique se joue donc dans des sphères variées (juridique, symbolique, économique...) où différents niveaux de pouvoir (étatique, municipal, associatif, représentants de minorités...) négocient leur propre légitimité sans forcément qu'il y ait de résultats probants. Plusieurs entrées sont privilégiées par les auteurs et reflètent les multiples alternatives à partir desquelles s'élaborent les processus de légitimation politique. On parle ici en termes d'équilibre, d'ajustement, de conciliation, de dialectique, voire de transgression.
- 12 Une des entrées communes est celle de la « mise en scène » du pouvoir, dans des contextes variés, pour assurer sa légitimité. Plusieurs articles mettent en exergue le concept de « tradition », renvoyant ainsi aux analyses de Hobsbawm et Ranger<sup>3</sup>. Les significations contemporaines d'événements rituels qui trouvent leur origine dans le passé intéressent particulièrement. Quels usages les acteurs d'aujourd'hui font-ils de leurs références culturelles et comment interpellent-ils les champs sociaux, politiques et symboliques d'une société ? Complémentairement toutefois et en guise de contrepoint méthodologique, une étude de facture classique qui tente de restituer finement les

processus de légitimation du pouvoir à l'œuvre dans le passé précolonial s'impose, qui permet de saisir plus exactement le sens des réinterprétations contemporaines comme de mieux distinguer, sous le foisonnement de ces réinterprétations, les dynamiques de fond qui continuent d'orienter fortement les expressions du politique.

- 13 Une autre entrée, privilégiée notamment par les historiens, est le rapport au territoire. Celui-ci procure une apparence de solidité, de réalité absolue et indéniable mais la relation que l'on entretient avec lui est tellement forte, cruciale, qu'elle se charge également d'un large faisceau de représentations qui ne cesse de la reconstruire, de la réexpliquer, de la redéfinir. L'entrée par certains lieux, qualifiés de « lieux de mémoire » par leurs auteurs, permet de constater que le territoire se situe au cœur des conflits de mémoire pour la construction d'une identité nationale – et il y a assez souvent conjonction entre « marquage mémoriel » du territoire et « mise en scène » du pouvoir.
- 14 Surtout, le territoire et, par lui, l'accès et l'usage aux ressources, d'une part, la persuasion qu'il est le fondement nécessaire à la circonscription et à l'identification d'une société idéalement rassemblée, d'autre part, est le point focal du conflit comme de la conciliation possible entre les légitimités politiques. Une illustration a contrario de cela est constituée par le cas des favelas, territoires non reconnus par les instances juridiques et les pouvoirs politiques, ce qui interdit de facto tout processus de formation et d'émergence d'instances politiques, a fortiori tout processus de véritable conciliation entre instances politiques légitimées, et ce qui, en définitive, en dépit de tentatives répétées et considérables pour un traitement social du « problème », laisse le champ grand ouvert au non-droit et à la compétition entre bandes mafieuses.
- 15 S'il y avait à prolonger la réflexion à partir des différentes analyses exprimées dans ce volume, ce pourrait être autour de la notion d'identité.
- 16 Le concept d'identité y reste le plus usité : identité nationale, identité collective, identité individuelle. La mobilisation de cette notion apparaît essentielle dans les processus de légitimation ou de délégitimation des différents acteurs politiques. Toutefois, la « trivialisat[i]on » du concept par le biais des grands médias contemporains porte à orienter le débat en termes d'identité « innée » ou « acquise », c'est-à-dire vers un faux débat puisque l'identité ne peut être que la résultante hic et nunc d'un permanent travail de situation de soi dans l'espace social sans lequel on n'est pas... On peut par contre se demander si cette recherche d'identité, loin d'être une réaction de défense à des changements de monde – ou à des bouleversements de son espace social –, n'est pas, paradoxalement, une sorte de passage obligée vers l'acceptation de ces changements et vers l'intégration dans de nouvelles configurations de la société politique, bref vers l'acceptation de nouvelles légitimités politiques.
- 17 Notons, pour conclure dans une perspective plus large qui dépasse les disciplines de l'histoire et de l'anthropologie tout en les intégrant avec pour objet les évolutions de la pensée, que les légitimations politiques de la globalisation s'appuient aujourd'hui sur une volonté de délégitimation générale de toutes les tentatives historiques d'entrevoir le démembrement et le renversement des ordres établis. Le communisme et la psychanalyse en sont les premières cibles à travers des *livres noirs* qui, en criminalisant les logiques à l'œuvre, en appellent aux nouveaux remèdes du monopole capitaliste avec ses soubassements théoriques des héritages génétiques. Cet acharnement apparemment étrange sur le cadavre putréfié du communisme et les derniers bastions de la psychanalyse répond aux entames et aux remises en cause qu'ils créèrent en termes d'économie politique et psychique dont le dernier avatar fut le freudo-marxisme.

L'histoire des idées rappelle que l'horizon en était la liberté du sujet et des groupes sociaux démontant les mécanismes de leur aliénation. On recherchait alors à abattre les piliers de la domination dans leurs articulations individuelles et collectives de la famille à l'État en passant par l'école et le travail. C'est désormais la consolidation des institutions et des liens personnels qui habite les légitimations du pouvoir, parfaitement incorporées dans une optique de droits fondés sur la détention de la monnaie.

---

## NOTES

1. Les historiens du SEDET (UMR CNRS/Université Paris 7) ont participé largement à la conception et à l'élaboration de ce numéro.
  2. Le mot « légitime » est évidemment le mot essentiel – mais parfois oublié – de la célèbre définition que M. Weber donne de l'État comme détenteur du monopole de la contrainte physique légitime. Voir, entre des centaines d'autres ouvrages, Bobbio N., 2001, *L'État et la démocratie internationale*. Bruxelles, Éditions Complexe : 223 seq. ; ou encore, Balandier G., 2004., *Anthropologie politique*. Paris, PUF (5<sup>e</sup> éd.) : 42-50.
  3. Hobsbawm E. & Ranger T., 1983, *The Invention of Tradition*. Cambridge, Cambridge University Press.
- 

## AUTEURS

**MARIE-PIERRE BALLARIN**

IRD Paris 7 – Sedet ird

**ALAIN FOREST**

IRD Paris 7 – Sedet ird

**MONIQUE SELIM**

IRD Paris 7 – Sedet ird